

Dossier

Collaborations internationales



CHU FRANCE
DIRECTEURS GÉNÉRAUX



CONFÉRENCE DES DIRECTEURS GÉNÉRAUX DE CHU

Sommaire

ÉDITO 3

CHU D'AMIENS

La promotion du bon usage
des antibiotiques en Égypte..... 5

CHU D'ANGERS

Accompagner les pédiatres
diabétologues de Djibouti..... 6

AP-HM

FairEmbo : un procédé
d'embolisation équitable..... 7

AP-HP

Coopération, formation, recherche..... 9

CHU DE BORDEAUX

Coopération en neurochirurgie
pédiatrique avec les hôpitaux de
Yaoundé et de Douala (Cameroun).... 10

CHU DE BREST

De riches et solides échanges..... 11

CHU DE CLERMONT-FERRAND

Accompagner l'organisation
des soins intensifs de l'hôpital
de Musanze (Rwanda)..... 12

CHU DIJON-BOURGOGNE

La chirurgie maxillo-faciale
s'exporte au Burkina Faso..... 13

CHU DE LILLE

Diminuer le taux de césariennes
et réduire la mortalité
maternelle au Brésil..... 14

HOSPICES CIVILS DE LYON

Un partenariat historique
avec le Québec 15

CHU DE MARTINIQUE

Coopération caribéenne en santé :
du transfrontalier au transnational.... 16

CHR METZ-THIONVILLE

Concrétisation d'un projet
avec l'université catholique
du Sacré-Cœur (Italie)..... 17

CHU DE MONTPELLIER

Partenariat avec l'hôpital central
de Yaoundé (Cameroun) 18

CHRU DE NANCY

Hématologie : coopération
avec le CHU de Dakar (Sénégal)..... 19

CHU DE NANTES

Partenariat avec l'hôpital
Saint-Antoine de Jérémie (Haïti)..... 20

CHU DE NICE

Priorité à la formation..... 21

CHU DE NÎMES

Partenariat avec l'hôpital
Mère-Enfant de Taiyuan (Chine) 22

CHR D'ORLÉANS

Coopération avec la Mongolie..... 24

CHU DE RENNES

S'engager avec l'hôpital
Redemption (Libéria) 25

CHU DE LA RÉUNION

Rencontres de médecine d'urgence... 26

CHU DE ROUEN

Filières de chirurgie gynécologique
et d'obstétrique au Vietnam..... 27

CHU DE SAINT-ÉTIENNE

Chirurgie maxillo-faciale
et orthopédique en humanitaire..... 28

CHU DE TOULOUSE

Onco-fertilité, sexualité et
réhabilitation après un cancer..... 30

CHRU DE TOURS

La formation, un enjeu majeur pour
l'hôpital Idrissa-Pouyé (Sénégal)..... 31

COLLABORATIONS INTERNATIONALES

MAI 2023



Véronique Anatole-Touzet
Présidente de la commission
des affaires internationales
de la Conférence des directeurs
généraux de CHU
Directrice générale
du CHU de Rennes

Édito

Depuis leur création en 1958, les CHU développent à l'international des actions importantes et reconnues. Celles-ci se déclinent dans leurs missions de soins, d'enseignement et de recherche, les coopérations internationales étant un enjeu majeur de longue date au regard du rayonnement de la médecine et de l'excellente réputation du système de santé français à l'étranger.

L'action internationale des CHU est déterminante car elle permet d'apporter à des pays manquant d'une expertise de pointe des coopérations favorisant l'amélioration de la qualité des soins et des niveaux de compétences, en accueillant des professionnels d'autres pays ou à travers des missions sur place. Ces coopérations permettent également aux professionnels des CHU, quels que soient leur formation initiale et leur cœur de métier, d'apprendre de nouvelles pratiques et de confronter leurs expertises en des lieux et des conditions d'exercice différents.

En effet, les CHU, via la formation en mobilité de leurs praticiens hospitalo-universitaires ou leurs actions coopératives en matière de recherche, ou à travers des actions d'immersion dans d'autres pays développés, permettent à leurs salariés de découvrir d'autres pratiques cliniques et d'autres systèmes de santé qui peuvent enrichir leurs pratiques et favoriser l'innovation.

Les actions de coopération internationale, anciennes et diverses, dans différents pays et continents ont été marquées par la crise Covid, laquelle a suspendu pendant trois ans nombre d'entre elles.

Au moment où les enjeux d'attractivité des professionnels sont majeurs, la coopération internationale, symbole d'ouverture et d'enrichissement professionnel et personnel, doit plus que jamais être relancée car elle constitue pour la France un enjeu sanitaire, économique et géostratégique majeur, dans un contexte international en plein bouleversement.

Les CHU interviennent aujourd'hui dans plus de 80 pays, soit directement, soit par le biais d'ensembliers comme l'Agence française de développement ou Expertise France. Ils sont en relais des actions des ministères pour déployer des équipes pluriprofessionnelles, expertes dans leurs domaines, dans des pays ayant pu développer des relations aux soins très différentes et présentant des situations populationnelles tout aussi différentes.

En complément des actions à l'international portées directement par les CHU, la création des deux filiales des CHU (AP-HP International et France University Hospital International - FUHI) a été rendue possible par la loi Macron du 6 août 2015. FUHI a vocation à devenir le maître d'œuvre des CHU sur des grands projets nécessitant l'apport de compétences de plusieurs CHU. Les deux filiales des CHU sont également des outils importants de valorisation et d'attractivité pour les professionnels des CHU qui souhaitent s'impliquer ensemble dans des actions à l'international.

Ce dossier ne vise pas à décrire l'exhaustivité des missions dans lesquelles les CHU s'engagent à l'international, il donne une vision à un moment donné de l'ampleur de ces actions, qui constituent une reconnaissance de l'expertise des professionnels et une forme du *soft power* français dans le monde. Il insiste sur la grande diversité de ces engagements, souvent liés à l'implication ancienne des CHU dans certaines régions du monde.

Cette mobilisation, quand elle s'avère durable, a permis de structurer des partenariats solides, permettant de partager la reconnaissance de certaines écoles françaises en matière de spécialités, de conforter la recherche médicale et l'innovation, de valoriser la qualité de formation dispensée par nos UFR de santé et par nos instituts de formation, ainsi que la qualité de l'organisation du système de santé français qui reste une référence au-delà de nos polémiques nationales.

Elle valorise l'atypie et la pertinence du modèle français des CHU à travers sa dimension hospitalo-universitaire, et sa capacité à innover dans tous les domaines pour répondre aux besoins de santé des territoires. Ce grand dossier confirme que le modèle des CHU est souvent repris, transposé et adapté localement dans sa triple dimension de soins, recherche et enseignement, même si nos établissements ont aussi beaucoup à apprendre de la confrontation avec d'autres professionnels et d'autres systèmes de santé. ●

Véronique Anatole-Touzet

CHU D'AMIENS

La promotion du bon usage des antibiotiques en Égypte

L'équipe du service des maladies infectieuses et tropicales du CHU Amiens-Picardie accompagne les professionnels de santé égyptiens au bon usage des antibiotiques.

Ce projet, né d'une amitié entre médecins français et égyptiens, a débuté à l'hôpital Al Germaniyya, situé à Aswan, au sud de l'Égypte. En 2019, le Dr Jean-Philippe Lanoix, chef de service des maladies infectieuses et tropicales au CHU Amiens-Picardie, effectue deux missions exploratoires dans les hôpitaux égyptiens (publics et privés) afin d'évaluer les besoins, les motivations et les écueils possibles.

Le contexte égyptien préexistant à la coopération est celui de la vente libre des antibiotiques en Égypte, avec une augmentation importante des bactéries multirésistantes (BMR) communautaires et une absence de surveillance de la résistance aux antibiotiques dans la province d'Aswan (nosocomiale ou communautaire), une escalade thérapeutique à l'aveugle, une augmentation du nombre d'impasses thérapeutiques en l'absence de disponibilité des derniers antibiotiques et une diffusion non contrôlée des BMR...

Le Dr Jean-Philippe Lanoix et son équipe ont ainsi défini plusieurs actions de surveillance de l'antibiorésistance (maîtrise de la diffusion des BMR et connaissance de l'épidémiologie locale pour adapter les antibiothérapies probabilistes) et de formation pour promouvoir et contrôler la bonne prescription des antibiotiques.

En raison de la pandémie de Covid-19, les actions définies ont dû être suspendues, puis la coopération a repris, encouragée par l'Organisation mondiale de la santé et soutenue par l'ambassade de France en Égypte. En 2022, les professionnels de santé français entreprennent deux nouvelles missions auprès des équipes égyptiennes afin de fédérer plusieurs hôpitaux du district d'Aswan.

Cinq hôpitaux ont rejoint le projet initial mené avec l'hôpital Al Germaniyya, tous situés dans le district d'Aswan et ayant comme objectif commun la surveillance fiable de l'antibiorésistance et de la consommation d'antibiotiques. Pour mener à bien ce projet, les équipes ont pu définir une charte du bon usage des antibiotiques soumise à signature de chaque hôpital engagé dans la démarche.

Accompagné par la direction de la coopération internationale du CHU Amiens-Picardie, le service des maladies infectieuses et tropicales accueillera les professionnels de santé égyptiens en juillet 2023 pour poursuivre la transmission des bonnes pratiques.

L'objectif à terme de ce projet du bon usage des antibiotiques est de modifier la politique de mise en vente des antibiotiques en Égypte. ●



CHU D'ANGERS

Accompagner les pédiatres diabétologues de Djibouti

En mars 2023, dans le cadre d'une coopération internationale débutée en 2015, une délégation hospitalière angevine a été accueillie à l'hôpital Peltier et au centre du jeune diabétique de la capitale djiboutienne.

Si leur dernière mission datait de septembre 2021, il s'agissait cette fois pour les hospitaliers angevins de dresser un état des lieux de la coopération franco-djiboutienne dans le domaine de la santé au sein de deux établissements publics : l'hôpital Peltier et le centre du jeune diabétique. Ce dernier partenariat fait suite à un appel d'offres de la DGOS de 2022, avec un accent porté, entre autres, sur la diabétologie pédiatrique.

Lors de son déplacement au centre du jeune diabétique de Djibouti, créé en janvier 2022 et dirigé par le Dr Abdourahman Douksie, la délégation angevine était accompagnée – preuve des enjeux sanitaires – de l'ambassadrice de France, du secrétaire général du ministère de la Santé djiboutien, des représentantes de l'OMS et de l'Unicef à Djibouti.

Un programme d'EPP pour les jeunes diabétiques

Plus de 260 patients diabétiques âgés de 3 à 25 ans sont actuellement suivis au centre de Djibouti. Avec l'aide d'associations internationales telles que Life for a Child, de l'Unicef, les jeunes patients se rendent régulièrement au centre où leur sont remis un lecteur de glycémie et des bandelettes, leur traitement par insuline et le matériel pour l'administrer. Ils bénéficient d'enseignements concernant le diabète et son traitement et d'un suivi régulier de leur équilibre glycémique.

Pour le Dr Natacha Bouhours-Nouet, pédiatre diabétologue et membre de la délégation hospitalière angevine, *«le souhait – primordial – des médecins et des infirmiers sur place est de pouvoir bénéficier d'une formation en éducation thérapeutique du patient (ETP) et de construire un programme autour de la prise en charge du diabète qui puisse être dispensé de manière simple et accélérée aux familles, assez souvent illettrées et peu disponibles pour le suivi médical. Pour cela, il est question d'adapter rapidement les outils d'ETP utilisés en France en prenant en compte, entre autres, la problématique de l'illettrisme»*.

À court terme, cette mission permettra d'accueillir au CHU d'Angers, avant l'été 2023, le Dr Abdourahman Douksie, diabétologue pédiatre, pour une formation médicale complémentaire qui lui permettra de passer un nouvel examen qualifiant en diabétologie pédiatrique (DU boucle fermée).

Durant ce séjour en France, ayant cerné les besoins en ETP de l'équipe djiboutienne, le Dr Bouhours-Nouet, aidée de son équipe paramédicale et de ses collègues pédiatres diabétologues, proposera une adaptation de son matériel pédagogique pour un futur usage djiboutien.

Le centre du jeune diabétique de Djibouti a également sollicité les hospitaliers du CHU d'Angers pour valider l'unique base de données médicales existante à Djibouti sur le diabète de l'enfant. ●



AP-HM

FairEmbo : un procédé d'embolisation équitable

À travers le programme humanitaire FairEmbo conduit avec Aix-Marseille Université, le Pr Vincent Vidal, chef du service de radiologie interventionnelle de la Timone, a développé une technique très simple d'embolisation avec des morceaux de fils de suture.

Dans un hôpital de Dakar, au Sénégal, une jeune femme vient d'accoucher. Le nouveau-né se porte à merveille, c'est un petit garçon plein de vie qui réclame déjà sa maman à corps et à cris. Mais au bout de trente minutes environ, les médecins constatent chez cette dernière des pertes de sang trop abondantes. Il s'agit d'une hémorragie de la délivrance, dont les répercussions peuvent être extrêmement graves.

L'équipe est parfaitement consciente, après examen, qu'une embolisation artérielle serait sans nul doute la technique la plus efficace pour répondre à cette situation d'urgence. Les radiologues locaux maîtrisent cette intervention mini-invasive, ils ont été formés en radiologie interventionnelle et connaissent parfaitement les gestes à accomplir. En plus d'être rapide et efficace, la technique de l'embolisation a l'avantage de se pratiquer sous anesthésie locale. Le radiologue interventionnel introduit dans l'artère fémorale, sous contrôle de l'imagerie, un cathéter. Ce cathéter est amené au niveau du saignement, qui est stoppé par l'injection directe d'un

produit occlusif. Seulement voilà : l'hôpital ne dispose pas de produit occlusif. Les agents emboliques permettant l'occlusion des vaisseaux sanguins sont des produits onéreux qui, dans bon nombre de pays émergents, ne sont souvent même pas distribués. Afin de sauver la patiente, l'équipe doit se résoudre à pratiquer une chirurgie conventionnelle : la ligature des artères utérines puis une hystérectomie.

De tels drames se déroulent quotidiennement de par le monde. Les hémorragies internes des accidentés de la route, faute de prise en charge adéquate, sont elles aussi une cause importante de mortalité et pourraient également être traitées par cette technique mini-invasive.

Pour lutter contre cette inégalité criante dans l'accès aux soins, le Pr Vincent Vidal, chef du service de radiologie interventionnelle à l'hôpital de la Timone et directeur du laboratoire d'imagerie interventionnelle expérimentale (LiiE-Cerimed) de la faculté de médecine, a imaginé le projet FairEmbo pour une embolisation « équitable » (*fair*) qui ne dépend pas



AP-HM

FairEmbo: un procédé d'embolisation équitable

de critères financiers : n'importe quel radiologue interventionnel doit en effet pouvoir la pratiquer, quel que soit le pays où il se trouve. Et tous les patients susceptibles d'être traités par ce procédé doivent pouvoir en bénéficier, quelles que soient les ressources dont ils disposent.

Le Pr Vidal a eu l'idée d'utiliser de simples fragments de fil de suture chirurgicale. L'utilisation de ces fils à l'intérieur du corps n'est pas une chose nouvelle. Il existe même des fils qui se résorbent d'eux-mêmes progressivement, au contact de l'organisme, afin d'éviter un nouveau passage au bloc pour le retrait des sutures. Le choix de fil chirurgical pour l'embolisation est donc d'autant plus pertinent qu'il ne pose pas de problématique éthique malgré son caractère résolument novateur.

L'équipe du Pr Vidal s'est donc attelée, au cours d'une phase préclinique, à tester et à démontrer l'efficacité de différents types de fils en fonction de la taille des fragments requis et de leurs propriétés. Il fallait également s'assurer de l'absence de risque de complication, ce qui est désormais attesté.

Ces recherches ont fait l'objet de quatre publications dans des revues internationales dont *CardioVascular and Interventional Radiology*. Aujourd'hui, FairEmbo fédère des compétences internationales (France, États-Unis, Canada, Sénégal et la sous-région d'Afrique de l'Ouest, Cameroun et la sous-région d'Afrique centrale, Algérie, Cambodge) avec une équipe pluridisciplinaire associant médecins radiologues, pharmaciens, ingénieurs et personnel paramédical. Des premiers patients ont été traités avec succès, notamment à Dakar, Yaoundé ou Alger.

Cette innovation constitue une véritable révolution dans les soins prodigués aux patients. L'embolisation équitable est en effet amenée à se développer partout où les agents emboliques ne sont pas distribués. Elle s'accompagne de missions de formation de radiologues interventionnels locaux et permettra ainsi de sauver un grand nombre de vies. Les implications sont d'autant plus grandes que le Pr Vidal et son équipe travaillent actuellement à l'élaboration de nouveaux dispositifs. Notamment des « microparticules » de fils de suture qui pourraient permettre l'obturation des vaisseaux nourriciers de tumeurs bénignes comme les fibromes utérins, et même de tumeurs malignes comme le carcinome hépatocellulaire (cancer du foie). ●

AP-HP

Coopération, formation, recherche... Une activité toujours très importante

Si la survenue du Covid a profondément ralenti les programmes de coopération internationale, elle a permis d'innover dans la pratique de ces échanges, notamment via les webinaires et visioconférences, tout en veillant à limiter leur empreinte carbone.

Le contexte sanitaire, marqué aussi par la situation sécuritaire préoccupante de nombreux pays où les équipes de l'AP-HP ont des partenariats, a conduit la direction des relations internationales (DRI) à développer une formation à la mise en œuvre d'un projet de coopération en santé mondiale et des formations à la sécurité. En 2023, 70 actions de coopération hospitalière sont ainsi pilotées par la DRI. En complément des coopérations dites « traditionnelles », l'AP-HP est investie dans plusieurs dispositifs ou thématiques innovantes :

- **un projet *one health* au Togo** : la DRI assure, avec Expertise France et le Cirad, l'organisme français de recherche agronomique et de coopération internationale pour le développement durable des régions tropicales et méditerranéennes, la coordination d'un ambitieux projet pour la maîtrise de l'antibiorésistance au Togo. D'une durée de deux ans, ce projet développe une démarche *one health* pour mesurer l'antibiorésistance et les interactions santé humaine/santé animale. Cette coopération s'intègre dans le programme développé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur la prévention de la transmission des bactéries multirésistantes (BMR) et l'usage rationnel des antibiotiques en santé humaine et en santé animale ;
- **un séminaire de 15 jours de formation au management hospitalier** pour répondre à la demande de très nombreux hôpitaux partenaires dont les directeurs sont le plus souvent des médecins sans formation spécifique au management ;
- **un label Qualité et sécurité des soins**, développé en lien avec l'OMS et en coordination avec la Haute Autorité de santé (HAS), qui vise à permettre d'accompagner des hôpitaux souvent débutants dans leurs démarches qualité. Un premier établissement a été labellisé en Côte-d'Ivoire, l'hôpital mère-enfants de Bingerville ;
- **un label pour les unités de recherche clinique** : premier CHU d'Europe pour l'importance de sa recherche clinique et de ses publications, l'AP-HP a mis au point un processus de labellisation pour des unités de recherche clinique qui se montent dans des pays émergents et qui souhaitent être reconnues pour la qualité de leur travail ;
- **echOpen 01** : l'AP-HP a aidé à créer ce dispositif d'imagerie par ultrasons ultraportable, tri fréquence, connecté à un smartphone ou à une tablette. Ce dispositif médical doit être utile aussi bien en France et en Europe que dans les pays à ressources plus limitées. Facile d'utilisation, il est actuellement testé au travers d'études cliniques en Afrique subsaharienne pour le suivi des femmes enceintes en zones urbaine et rurale ;
- **AP-HP International** : depuis 2017, les activités à l'international de l'AP-HP se sont beaucoup développées grâce à la création de sa filiale privée AP-HP International (20 contrats par an en moyenne). Des allers-retours permanents entre l'AP-HP (DRI) et AP-HPI permettent d'orienter au mieux les demandes telles que des programmes de formation, des projets de rénovation de structures hospitalières ou des demandes de conseils et d'expertise. Des complémentarités sont également mises en œuvre sur certains programmes comme en Guinée Conakry ou au Bénin pour l'ouverture du CHU d'Abomey-Calavi (AP-HPI, assistance à maîtrise d'ouvrage) ;
- **en Europe**, l'AP-HP développe des échanges de bonnes pratiques et des coopérations avec une dizaine de CHU qui font partie de l'Alliance des hôpitaux universitaires européens (EUHA). Les objectifs de l'Alliance sont de promouvoir en son sein l'excellence et l'innovation dans les domaines du soin, de la recherche et de l'enseignement. Elle y concourt en comparant les pratiques professionnelles et les indicateurs liés aux patients, en échangeant et partageant les connaissances, et collaborant dans des projets de recherche et développement. ●



CHU DE BORDEAUX

Coopération en neurochirurgie pédiatrique avec les hôpitaux de Yaoundé et de Douala (Cameroun)

Sur la base d'un accord-cadre signé entre Bordeaux Métropole, la mairie de Bordeaux et la communauté urbaine de Douala, le CHU de Bordeaux est investi dans une coopération en neurochirurgie pédiatrique avec plusieurs hôpitaux camerounais: l'hôpital d'Essos, à Yaoundé, depuis 2013, l'hôpital gynéco-obstétrique et pédiatrique et le centre hospitalier de Laquintinie, à Douala, depuis 2017.

Cette coopération avec le Cameroun est animée par le Pr Jean-Rodolphe Vignes, neurochirurgien bordelais, et établie avec TEO Aquitaine, association à but non lucratif constituée d'une équipe médicale et paramédicale pluridisciplinaire du CHU de Bordeaux (neurochirurgiens, neuropédiatres, médecins anesthésistes réanimateurs, infirmiers de bloc opératoire, infirmiers anesthésistes, etc.). Elle s'appuie sur l'aide d'intervenants locaux.

La coopération entre le CHU de Bordeaux et ces hôpitaux camerounais consiste en l'organisation:

- de missions bisannuelles, avec consultations pluridisciplinaires et interventions chirurgicales de neurochirurgie pédiatrique au Cameroun;
- de formation d'équipes médicales (pédiatres et neurochirurgiens) et paramédicales sur la base de stages d'observation ou de missions sur place;
- d'un accueil sur le CHU de Bordeaux de professionnels camerounais, afin de renforcer la montée en compétences et de structurer un relais en neurochirurgie pédiatrique;
- d'échanges post-universitaires.

Ces échanges dynamiques et fructueux visent à maintenir un lien régulier entre les structures des deux pays et à réduire peu à peu la fréquence des missions chirurgicales au fur et à mesure de l'autonomisation, afin d'accompagner le développement de l'activité sur d'autres établissements.

Les perspectives d'évolution du projet consistent à élargir les actions de formation sur place aux personnels de rééducation (masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens) pour améliorer encore les conditions de prise en charge des patients sur la totalité du parcours de soin.

Le CHU de Bordeaux souhaiterait capitaliser sur le succès de cette expérience camerounaise pour s'investir auprès d'autres pays africains, tels le Bénin et le Rwanda. ●



CHU DE BREST

De riches et solides échanges

La coopération internationale hospitalière est développée et reconnue en France comme une mission à part entière des établissements publics de santé depuis la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991. Au CHU de Brest, plusieurs services développent des relations à l'international : la chirurgie viscérale et digestive au Cambodge, la chirurgie plastique et reconstructrice en Chine ou le service d'orthopédie qui entretient depuis plus de vingt ans de solides relations en Palestine, au Cambodge, au Laos et à Madagascar.

Les missions à l'international dans le cadre d'une coopération peuvent concerner différents champs d'intervention, à commencer par les soins. « À Vientiane, au Laos, les équipes soignantes ne pratiquaient pas la pose de prothèse il y a vingt ans ; aujourd'hui, après de nombreux échanges, c'est un geste devenu très courant ! », se réjouit le Pr Dubrana, chef du service d'orthopédie du membre inférieur.

La coopération concerne aussi en grande partie la formation et l'enseignement, non seulement sur place au cours des diverses missions, mais aussi en France, où de jeunes internes peuvent être accueillis pour plusieurs semaines dans le cadre d'une convention signée entre les établissements. Deux chefs de clinique cambodgiens ont ainsi pu pratiquer au CHU pendant un an (en traumatologie) et des internes malgaches (FFI) viennent chaque année se former à la pose de prothèse.

Pour le Pr Le Nen, chef du service orthopédie du membre supérieur-SOS Main, qui développe en particulier la coopération internationale en Palestine, « la formation est essentielle dans une mission. Cela dit,

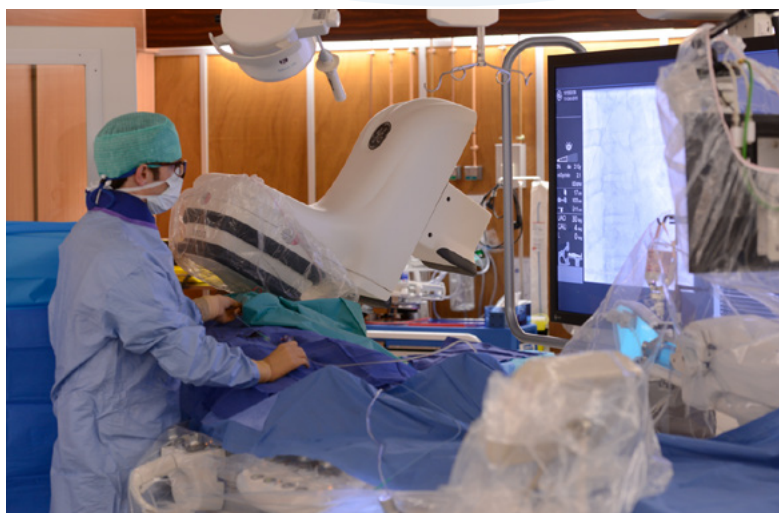
ce n'est pas tant la technique qui pose problème sur place, puisque les équipes l'acquièrent assez bien, mais plutôt la prise de décision d'intervenir ou non pour une opération. C'est sur ce point que nous apportons une expertise dans le domaine de la chirurgie de la main ».

Le service de chirurgie orthopédique de Brest a développé des missions de coopération internationale en Palestine, au Cambodge, au Laos et à Madagascar et a bâti au fil des années des échanges solides et pérennes : « Les relations humaines sont très fortes pendant ces missions », se félicite le Pr Le Nen.

Le CHU de Brest applique la loi qui fixe les modalités d'intervention des personnels dans des missions humanitaires. En moyenne, trois missions d'une semaine sont organisées par an, avec une petite équipe constituée d'un interne ou chef de clinique, un anesthésiste, un instrumentiste et un kinésithérapeute... L'organisation logistique de la mission est financée grâce au soutien de l'Association pour l'aide et la formation médicale en Palestine (Amani) et du Palestin Children's Relief Fund (PCRF). La mission peut aussi s'effectuer en partenariat avec des organisations internationales telles que Médecins du monde ou Médecins sans frontières : « Dans ce cas, notre équipe est sous la responsabilité de l'association organisatrice. »

« Nous gardons à l'esprit que nous recevons sur place représenté un effort colossal pour nos hôtes, souligne le Pr Dubrana. À Madagascar, par exemple, les médecins ou personnels hospitaliers exercent souvent deux métiers pour pouvoir vivre. Aussi, les accompagner à l'hôpital plus d'une semaine s'avère compliqué pour eux ; c'est pourquoi nous privilégions des missions courtes. »

Si les demandes affluent à l'heure de constituer une équipe pour partir en mission, peu de candidats retournent ensuite seuls faire de l'humanitaire : « C'est un secteur en crise et les organisations peinent à recruter de jeunes titulaires », reconnaissent les deux professeurs. ●



CHU DE CLERMONT-FERRAND

Accompagner l'organisation des soins intensifs de l'hôpital de Musanze (Rwanda)

Le CHU de Clermont-Ferrand a répondu à l'appel à projet de coopération hospitalière internationale avec le Rwanda, et plus précisément dans le domaine des soins intensifs.

Six projets de coopération avec le Rwanda sont menés au total. Aux côtés de l'Agence française de développement (AFD), de la Fondation Rothschild, de l'hôpital Kremlin-Bicêtre, de l'hôpital d'Albi ou encore du CHRU de Strasbourg, le CHU de Clermont-Ferrand s'est engagé pour accompagner les équipes et les pouvoirs publics rwandais. Il intervient plus précisément dans le domaine des soins intensifs, l'objectif du projet étant d'en améliorer l'organisation à l'hôpital de Musanze, et ce dans la perspective de l'ouverture d'un nouvel hôpital dans quatre ans. Ce projet est essentiellement centré sur les soins avec trois missions principales :

- **établir un état des lieux des pratiques** (médecins, infirmiers, hygiénistes...) pour définir des propositions d'amélioration adaptées et contextualisées ;
- **initier un retour d'expérience** des professionnels rwandais qui viendront au CHU de Clermont-Ferrand et au CHU Henri-Mondor de Créteil pour renforcer le caractère opérationnel des propositions ;
- **vérifier l'adhésion aux propositions** à travers un audit réalisé sur place lors d'une troisième mission avec audit des pratiques. ●



CHU DIJON-BOURGOGNE

La chirurgie maxillo-faciale s'exporte au Burkina Faso

Le Pr Narcisse Zwetyenga, chef de service au CHU Dijon-Bourgogne, intervient régulièrement au Burkina Faso pour le compte de l'association humanitaire Chaîne de l'espoir. Chaque mission permet à la fois de procéder à des interventions chirurgicales et de contribuer à l'enseignement de la discipline.

La Chaîne de l'espoir, association fondée en 1994 par le Pr Alain Deloche et aujourd'hui présidée par le Dr Éric Cheysson, agit dans 29 pays en voie de développement pour prodiguer des soins aux populations locales, en particulier les enfants. Depuis la signature d'une convention de partenariat en 2014, l'association et le CHU Dijon-Bourgogne coopèrent dans le domaine de la chirurgie maxillo-faciale, d'une part via l'intervention de professionnels français au Burkina-Faso, d'autre part via des actions de formation des étudiants et des professionnels africains.

Au CHU Dijon-Bourgogne, c'est le Pr Narcisse Zwetyenga, chef du service de chirurgie maxillo-faciale, qui intervient dans le cadre de cette collaboration. Ce médecin a toujours été engagé au service des jeunes malades : dès le début des années 2000 dans un hôpital pédiatrique du Nigeria, pour le compte d'organisations non gouvernementales (ONG) allemandes, britanniques ou néerlandaises, et depuis une dizaine d'années pour la Chaîne de l'espoir. « Nous avons prospecté en Côte-

d'Ivoire et au Burkina Faso, et retenu ce dernier pays au vu du nombre élevé de cas de noma, une maladie nécrosante destructrice de la bouche et du visage », explique Narcisse Zwetyenga. Avant le Covid, le professeur dijonnais se rendait une dizaine de jours à Ouagadougou trois fois par an pour pratiquer des interventions chirurgicales sur des enfants atteints de noma, sur de jeunes patients présentant des fentes labiales ainsi que sur des personnes souffrant de brûlures causées généralement par des accidents domestiques. « Nous opérons aussi des adultes présentant des tumeurs de la glande carotide et de la mâchoire (mandibule et maxillaire), souvent de taille impressionnante. Ainsi que des affections rares nécessitant des compétences spécifiques. » Et le Pr Zwetyenga de citer l'exemple de cette jeune de 17 ans qui a bénéficié de la pose d'une prothèse d'articulation temporo-mandibulaire et qui a ainsi retrouvé l'usage de sa bouche.

Chaque mission sur place est l'occasion de former les médecins locaux ainsi que les étudiants en médecine de la capitale burkinabé. La délégation française a pu compter jusqu'à une dizaine de professionnels de santé, dont plusieurs issus du CHU de Dijon. « Nos séjours nous offrent aussi l'opportunité de donner des cours à la faculté de médecine de Ouagadougou, souligne Narcisse Zwetyenga. La chirurgie maxillo-faciale est enseignée depuis six ans seulement au Burkina Faso, où il existe désormais un service spécialisé dans les trois CHU de la capitale ainsi que dans les principales villes du pays. C'est une discipline encore jeune en Afrique de l'Ouest. Nous pourrions d'ailleurs poursuivre notre action au Niger dans les prochaines années. » ●



CHU DE LILLE

Diminuer le taux de césariennes et réduire la mortalité maternelle au Brésil

En décembre 2022, dans le cadre d'un appel à projet de coopération hospitalière internationale et en partenariat avec le CHU d'Angers, le CHU de Lille a accueilli une délégation de professionnels de deux maternités publiques brésiliennes, composée de gynécologues-obstétriciens et d'anesthésistes-réanimateurs. Une première mission exploratoire préalable au projet avait eu lieu en septembre 2019 sous forme d'audit, avec l'aide de l'ambassade de France à Brasilia.

Au Brésil, le nombre de naissances annuelles est quatre fois supérieur à celui des naissances en France (celui-ci est estimé entre 2,7 et 3 millions par an). Or, deux problèmes de santé maternelle y ont été constatés :

- le **taux de mortalité maternelle** est élevé et a tendance à augmenter,
- le **taux de césariennes** est l'un des plus élevés au monde et croît régulièrement (55,7% en 2017, dont 85% en secteur privé). Les conséquences sont doubles : d'un côté une partie de la mortalité maternelle est liée à la pratique elle-même et les connaissances nécessaires à la réalisation d'un accouchement par voie basse s'amenuisent.

Cette coopération pilote a donc pour objectif d'aider deux maternités volontaires – l'une à Fortaleza, l'autre à Rio de Janeiro – à diminuer le taux de césariennes en permettant un meilleur accès à l'analgésie péridurale pour les femmes enceintes. Elle ambitionne à terme d'avoir un impact national au Brésil, le but étant de freiner la perte de compétence obstétricale due au recours anormalement élevé et quasi systématique à la césarienne. Les résultats escomptés devraient par la suite être partagés à l'ensemble des établissements de santé du pays.

Un suivi d'objectifs communs et partagés entre ces deux maternités et les CHU de Lille et d'Angers par visioconférences a été instauré. Une nouvelle mission au Brésil est par ailleurs prévue pour la fin d'année 2023. ●



HOSPICES CIVILS DE LYON

Un partenariat historique avec le Québec

Acteur important du partenariat entre la région Auvergne Rhône-Alpes et la province de Québec dans le cadre du centre Jacques-Cartier, et partenaire privilégié du CHU de Montréal grâce à une entente-cadre récemment renforcée, les HCL construisent un agenda ambitieux avec les acteurs hospitalo-universitaires québécois.

Membre du conseil d'administration, organisateur de colloques et participants aux entretiens Jacques-Cartier (EJC), les Hospices civils de Lyon sont des acteurs très impliqués du centre Jacques-Cartier (CJC) et contribuent à faire de la santé une des principales thématiques de ces rencontres, rendez-vous annuel depuis 1987.

Congrès interdisciplinaire de trois jours, les EJC se déroulent alternativement en Auvergne Rhône-Alpes, au Québec (Montréal, Sherbrooke) et à Ottawa. Au total, plus de 1100 colloques, conférences et ateliers ont été organisés, faisant intervenir 15 000 experts et réunissant 80 000 participants de tous horizons.

Les EJC sont un marqueur fort de l'action du centre Jacques-Cartier, créé en 1984 par Alain Bideau, chercheur au CNRS, et le Dr Charles Mérieux, président de la Fondation Marcel-Mérieux, avec l'objectif de bâtir un pont entre les territoires d'Auvergne-Rhône-Alpes, du Québec et d'Ottawa. Le centre Jacques-Cartier facilite et amplifie les collaborations franco-québécoises en mélangeant les visions et les savoir-faire des milieux académiques, d'affaires, institutionnels, la recherche et la société. Il se révèle ainsi à la fois comme un réseau de partenaires publics et privés (101 partenaires), un créateur de valeur entre la France, le Québec et Ottawa, une communauté d'innovation bilatérale et un accélérateur d'opportunités franco-québécoises et franco-canadiennes.

En 2022, les HCL ont été particulièrement actifs en organisant trois colloques à Montréal avec leurs partenaires canadiens :

- Innovation ouverte en technologies médicales avec et pour les acteurs du milieu,
- Innovation et partenariat en santé,
- Santé, bien-être, vieillissement.

Les EJC 2023 à Lyon

Du 9 au 11 octobre 2023, la 35^e édition des EJC se déroulera à Lyon. Dans une dynamique similaire, portée avec leurs partenaires québécois et du territoire Auvergne Rhône-Alpes, les HCL proposent de coorganiser plusieurs conférences mettant en lumière des enjeux émergents communs :

- L'apport du numérique en santé dans la transformation des parcours patients, avec le centre hospitalier de l'université de Montréal (CHUM) ;
- *One health* : quels freins et leviers pour décroïsonner la santé humaine, animale et environnementale, pour viser « une seule santé » ? , avec la ville de Lyon, la Métropole Grand Lyon et le CHUM ;
- Les voix/voies plurielles en établissement de santé, avec le CHUM



Un partenariat renforcé

Forts des échanges initiés dans le cadre des EJC, les HCL ont signé avec le CHUM une entente-cadre comportant plusieurs axes de travail, à la fois stratégiques et concrets, tels l'engagement patient et la mesure de la valeur. Ce partenariat illustre le fort rapprochement entre les deux CHU autour de l'innovation en santé, portés en cela par l'écosystème Auvergne Rhône-Alpes/Québec (incluant les collectivités, les universités et les centres de recherche) et la volonté des HCL de nouer des partenariats stratégiques internationaux pour promouvoir des projets communs. ●

CHU DE MARTINIQUE

Coopération caribéenne en santé: du transfrontalier au transnational

Le CHU de Martinique est l'un des acteurs majeurs de la coopération caraïbe transfrontalière au travers du projet Care Accessibility Referral E-Health (CARES), en partenariat avec l'Organisation des États de la Caraïbe orientale (OECS).

Ce projet financé par les fonds européens FEDER et FED dans le cadre du programme opérationnel Interreg Caraïbes à hauteur de 5,2 millions d'euros est porté par une stratégie de groupe Guadeloupe/Martinique pour atteindre les objectifs suivants :

- mieux coordonner les acteurs de santé des États de l'OECS, dont la Martinique et la Guadeloupe sont membres associés, pour structurer un parcours de soins caribéen fluide et sécurisé ;
- partager des protocoles médicaux entre équipes soignantes partenaires ;
- accroître la capacité conjointe de réponse des territoires aux risques sanitaires liés aux maladies émergentes ;
- renforcer les capacités des professionnels de santé pour optimiser la prise en charge des patients caribéens.

Le CHU de Martinique est le principal contributeur de ce projet avec quatre *work packages* (WP) :

- WP1/1 - Cancérologie Registre caribéen des cancers et parcours de soins
- WP1/2 - Oncogénétique
Mise en place de téléconsultations
- WP 3 - Urgences et soins intensifs
Renforcement des capacités
- WP 6 - Biologie Séquençage du VIH et résistance aux antibiothérapies

En matière de coopération transnationale, le CHU de Martinique a signé en décembre dernier à Port of Spain, le siège de la Caribbean Public Health Agency (CARPHA), dépendant de la Communauté caribéenne (Caricom) qui regroupe quinze des principaux États de la grande Caraïbe, un *memorandum of agreement* pour la participation du Registre des cancers de Martinique au projet de Caribbean Cancer Registry Hub porté par le Centre international de recherche contre le cancer (Circ), l'agence spécialisée dans le cancer de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Ce programme s'appuie sur l'utilisation des données réelles des registres des cancers intéressant la population des Caraïbes afin d'en évaluer l'incidence par pays et pour la grande région et de faciliter les évaluations nationales des progrès en matière de prévention et de lutte contre le cancer, ainsi que l'évaluation des progrès régionaux dans la mise en œuvre des objectifs de lutte contre le cancer inclus dans les objectifs de développement durable. Les résultats soutiendront l'élaboration de politiques publiques en matière de prévention et de contrôle du cancer pour les pays de la zone Caraïbe.

Les travaux actuels portent sur la construction de la plateforme sécurisée de partage de données commune aux registres nationaux des cancers existant dans la Caraïbe pour collecter, consolider, produire des données normalisées, analyser et interpréter les données. Une mission de la CARPHA s'est rendue au CHU de Martinique en mars 2023 pour des ateliers avec l'équipe du Registre des cancers de la Martinique, dont l'expertise est largement reconnue dans toute la zone Amériques. ●



Signature de la convention avec la CARPHA

CHR METZ-THIONVILLE

Concrétisation d'un projet avec l'université catholique du Sacré-Cœur (Italie)

Le centre hospitalier régional Metz-Thionville et l'università cattolica del Sacro Cuore s'inscrivent dans une démarche européenne de formation et d'échanges de praticiens médicaux et de promotion de projets de recherche.

Les deux établissements souhaitent favoriser le partage des connaissances médicales en s'appuyant sur les expertises de leurs équipes et établir des liens de coopération entre les communautés médicales.

Dans le contexte de l'universitarisation du CHR Metz-Thionville, ils cherchent aussi à favoriser le développement de la recherche et de l'innovation dans un cadre européen, en créant des conditions favorables à la participation croisée à des protocoles de recherche et la réponse conjointe à des appels à projet. Les deux établissements s'engagent dans une démarche d'identification des projets de recherche ayant une plus-value binationale ou une dimension européenne et mobilisent ainsi leurs centres de recherche clinique. Une attention particulière est apportée aux possibilités d'augmenter la puissance d'études existantes en développant les inclusions grâce aux équipes du partenaire.

Les domaines de coopération en matière d'innovation et de partage de compétences font également l'objet d'une revue annuelle.

Le partenariat se met en place par l'accueil d'internes en médecine de l'université italienne dans des services du CHR Metz-Thionville. Chaque étudiant accueilli est supervisé par un référent médical du service d'accueil. Ce dernier assure son suivi et son encadrement tout au long de son exercice au sein de l'établissement d'accueil. Afin d'assurer la maîtrise de la langue française, et notamment du français médical, des cours sont dispensés dans leur établissement d'origine, à Rome, en amont du départ en France. À Metz, des cours complémentaires peuvent être programmés selon les besoins. ●

CHU DE MONTPELLIER

Partenariat avec l'hôpital central de Yaoundé (Cameroun)

Historique

- Partenariat initié en 2004 dans le cadre de l'initiative Esther visant l'amélioration de la prise en charge du VIH dans les pays en développement.
- Des équipes hospitalières en collaboration depuis 1996 (recherches VIH, avec l'Institut de recherche pour le développement).
- La thématique du VIH rapidement élargie à l'hygiène hospitalière, puis à la maintenance biomédicale.

Partenariat 2015-2022 Maintenance biomédicale

Mission à Yaoundé - Juin 2015

- Équipe: une ingénieure et un technicien du biomédical, une semaine.
- Objectifs: état des lieux des équipements et besoins prioritaires.
- Modalités du partenariat: envoi de matériel, missions à Yaoundé, avis techniques à distance.

Matériel/Missions à Yaoundé - 2016-2022

- **Collecte:** depuis 2015, récupération et stockage de matériel réformé fonctionnel ou non (pour pièces et réparation), accessoires et consommables, adaptés aux besoins de l'hôpital central de Yaoundé (HCY).
- **Matériel réformé:** microtome, défibrillateurs, pousse-seringues, pompes à nutrition entérale, moniteurs, amplificateurs de brillance, microscope opératoire, respirateurs, oxymètres, stations de perfusion, incubateurs, rampe chauffante, lits, électrocardiographes, tabliers plombés, négatoscopes, table radiante, caisse à outillage...
- **Matériel acheté:** pièces et cheminée pour incinérateur, caisse à outillage.
- **Envoi de trois containers:** 2016, 2018 et 2020.

- **Trois missions de deux ou trois personnes** du biomédical en 2016, 2018 et 2022 (prévue 2020, report suite Covid), après l'arrivée des containers, pour :
 - installation et réparation d'équipements tous services,
 - formation à l'utilisation des équipements et à la maintenance préventive et curative.
- **Une mission spécialisée:** un spécialiste pour remise en fonction de l'incinérateur.
- **Financements**
 - Expertise France et fonds APCHI: fret et missions 2016 et 2018, billets 2022, pièces et mission incinérateur.
 - HCY: dédouanement et transport Douala-Yaoundé, fret 2020, hébergement mission 2022.

Recommandations à l'hôpital central de Yaoundé

La maintenance biomédicale reste compliquée car elle dispose de peu de moyens.

- **Budget de fonctionnement** à prévoir pour tous les services.
- Local sécurisé avec prises électriques pour maintien du pool de matériel de rechange en charge.

Résultats et perspectives

- **Appui technique** à l'ensemble des services et au bénéfice de tous les patients.
- **Amélioration notable** à chaque mission :
 - des équipements fonctionnels et du stock de pièces détachées,
 - des compétences de l'équipe de techniciens HCY, très volontaires et impliqués.
- **Création de liens durables** entre équipes techniques CHU et HCY, pour avis techniques et envoi de documentations.
- **Relais progressif** à l'HCY du financement de ces actions permettant d'envisager une pérennisation. ●



CHRU DE NANCY

Hématologie : coopération avec le CHU de Dakar (Sénégal)

Le 18 novembre 2021, le CHU de Dakar et le CHRU de Nancy ont signé une convention de coopération, fruit de la dynamique initiée quatre ans auparavant par les deux services d'hématologie.

Une coopération universitaire avait déjà permis aux deux établissements de lancer à Dakar un essai clinique sur le traitement des lymphomes. Depuis, ils s'engagent à faciliter les échanges sanitaires, scientifiques, techniques et de personnels hospitaliers, à développer formations et partages d'expertise et à monter des projets communs en recherche, formation et organisation des soins.

Des échanges bilatéraux ont lieu régulièrement. Des médecins sénégalais viennent ainsi exercer dans le service d'hématologie du Pr Pierre Feugier, à Nancy, pour une durée d'un an. Fin 2022, Marie-Caroline Mayeux, IPA en hématologie et IDE d'annonce, a effectué une mission de deux mois au sein du service d'hématologie du Pr Saliou Diop, à Dakar, mission portant sur l'amélioration de certaines pratiques. Après avoir observé les pratiques de ses collègues du Centre national de transfusion sanguine (CNTS) de Dakar, elle leur a proposé, à leur demande, des formations sur la manipulation et

l'administration des chimiothérapies, sur les conduites à tenir en cas de certaines réactions à leur administration ou encore sur la sécurité transfusionnelle. Une présentation du métier d'IPA leur a également été proposée.

En parallèle de ces échanges, une étude clinique est en cours. La phase 2, financée en partie par l'Institut national du cancer (Inca), a permis de traiter une trentaine de patients à Dakar et a donné lieu à deux abstracts lors du dernier congrès américain d'hématologie à La Nouvelle-Orléans en décembre 2022. La publication est en cours de rédaction. Signe de l'importance de la dynamique de cette coopération, les Prs Feugier et Diop ont coordonné le dernier numéro de la revue *Correspondances en oncohématologie*, consacré à l'accès au soin en hématologie en Afrique francophone.

Des projets sont en cours de réflexion, notamment l'accueil de professionnels paramédicaux de Dakar à Nancy et le développement d'essais cliniques au Sénégal. ●



CHU DE NANTES

Partenariat avec l'hôpital Saint-Antoine de Jérémie (Haïti)

En 2016, le CHU de Nantes a mené un projet de coopération décentralisée avec l'hôpital Saint-Antoine de Jérémie, à Haïti. L'objectif principal était la réduction de la mortalité maternelle et infantile dans le département de la Grand'Anse. Un projet qui s'est focalisé sur le renforcement des capacités de la maternité de l'hôpital Saint-Antoine, établissement de référence de la Grand'Anse.

Le CHU de Nantes s'implique depuis de nombreuses années dans une démarche internationale de coopération avec des établissements et des professionnels de santé. Ce projet de coopération décentralisée à Haïti a été le plus complexe à mener, faisant intervenir plusieurs partenaires d'horizons différents : des collectivités (la ville de Nantes et l'Association des maires de la Grand'Anse), deux hôpitaux (le CHU de Nantes et l'hôpital Saint-Antoine de Jérémie) et une ONG (Gynécologie sans frontières). L'une des réalisations phares du

projet a été le recrutement par l'hôpital Saint-Antoine d'un responsable technique en charge de l'entretien et de la réparation du matériel hospitalier. Très sollicité par ses collègues, ce professionnel a permis des économies substantielles et contribue de façon tangible à la permanence des soins. Le travail collaboratif de remise en état des locaux de la maternité, avec un minimum de matériel, a permis une sectorisation des patientes et une amélioration notable des conditions de travail du personnel de la maternité.



Concrètement

- Recrutement d'un chef de projet
- Formation et accompagnement du responsable technique en charge de la maintenance des équipements
- Recrutement d'un plombier-maçon en charge des travaux et des opérations d'entretien des infrastructures
- Aménagement d'un atelier technique
- Travaux de réaménagement de la maternité (distribution/flux, électricité)
- Équipement de la maternité et formation du personnel utilisateur et du responsable technique
- Aménagement/réfection des aménagements extérieurs de l'hôpital
- Participation à l'amélioration de l'organisation des soins et des techniques de soin à la maternité
- Formations complémentaires pour les soignants
- Formation médicale complémentaire
- Amélioration de la gestion des déchets et du nettoyage des locaux ●

CHU DE NICE

Priorité à la formation

Souhaitant répondre à une demande forte de ses partenaires institutionnels, le CHU de Nice a depuis 2018 priorisé son développement international autour de la formation médicale et paramédicale.

En lien avec ses équipes soignantes, le CHU a structuré plusieurs programmes de formations courtes et longues, médicales et paramédicales, en anglais, à destination de professionnels de santé étrangers.

Le déploiement et la valorisation de ces formations a permis au CHU de Nice de signer trois accords-cadres (MoU) sur la formation en santé avec les autorités émiraties et koweïtiennes entre 2018 et 2022. Au total, ce sont plus de 10 médecins du Golfe qui sont arrivés en surspécialisation médicale au CHU depuis 2020.

« L'accueil de médecins étrangers dans le cadre de fellowship est une réelle plus-value au sein d'une équipe : ouverture vers d'autres pratiques, partages d'expériences en langue anglaise, construction de projets de recherche et coopération de soins à l'étranger. Autant d'ambitions qui représentent des leviers de valorisation du personnel hospitalier », indique le Pr Nicolas Chevalier, chef du pôle Digestif-Urologie-Chirurgie de transplantation-Endocrinologie-Nutrition au CHU de Nice.

En 2021, en pleine crise Covid, le CHU de Nice a souhaité diversifier son offre de formation internationale avec la mise en place de cours à distance. Le CHU s'est associé à une plateforme en ligne spécialisée dans la formation e-learning, dans le cadre de la formation professionnelle continue. Ce projet innovant, a reçu un très bon accueil des services qui y ont participé et

a pleinement contribué à son objectif de visibilité et de notoriété vis-à-vis des pays partenaires. Le CHU de Nice a également pu valoriser financièrement le travail de ses équipes médicales et paramédicales.

« Bien au-delà de simplement transmettre une expertise, ce projet est fédérateur pour une équipe, imposant la maîtrise de la scénarisation, des nouveaux outils numériques et surtout de la langue anglaise. La participation financière est une récompense qui dépasse largement son montant réel, vécue comme une vraie valorisation du travail quotidien et de l'expertise individuelle et collective, trop souvent considérée comme mésestimée », rappelle le Pr Chevalier. Au total, ce sont 80 vidéos de formation de 30 minutes en anglais qui ont été réalisées par les équipes du CHU.

La formation est un axe de développement important du CHU de Nice à l'international, notamment la formation paramédicale. « Le développement des formations paramédicales vise à valoriser comme à exporter l'excellence de nos équipes paramédicales. Il s'agit de proposer une architecture de formations souples, labellisées, reposant sur des formations professionnelles et universitaires, des ateliers de pédagogie par simulation en interdisciplinarité et des périodes d'intégration dans les équipes médico-soignantes du CHU », conclut Pascale Cuberes, coordinatrice générale des soins. ●



CHU DE NÎMES

Partenariat avec l'hôpital Mère-Enfant de Taiyuan (Chine)

Ce partenariat a été initié par l'ambassade de France en Chine, conformément à la politique alors poursuivie : « Un CHU français, une province chinoise. » C'est elle qui a organisé les premiers contacts à Taiyuan, en août 2017, à l'occasion d'une participation du CHU de Nîmes au forum sino-français sur la santé maternelle et infantile, programmé par l'ambassade en marge du Forum international de santé de Pékin.

Dès la première rencontre, en 2017, l'hôpital Mère-Enfant de la province du Shanxi a exprimé une volonté forte de collaborer avec le CHU de Nîmes dans le champ de la santé materno-infantile, laquelle fait partie des cinq thèmes prioritaires de coopération définis dans le mémorandum d'entente signé le 8 janvier 2018 entre les ministres de la Santé français et chinois.

Doté de 1600 lits répartis sur quatre sites, l'établissement chinois est l'hôpital de référence de l'ensemble de la province du Shanxi (près de 40 millions d'habitants) pour la néonatalogie, la pneumologie pédiatrique, la neurologie pédiatrique, la chirurgie générale pédiatrique et la microbiologie moléculaire, et assure la prise en charge des grossesses et accouchements à hauts risques ainsi que des nouveau-nés critiques.

En janvier 2016, la fin de la politique de l'enfant unique a conduit l'hôpital à accélérer son développement capacitaire pour être en mesure d'accueillir les nouvelles parturientes, avec des risques accrus liés aux grossesses tardives consécutives à la possibilité d'un second enfant.

Un contenu scientifique et axé sur les pratiques

Un premier programme de coopération, validé et financé par la DGOS dans le cadre de l'appel à projets de coopération hospitalière internationale 2018, a permis d'accueillir une délégation de l'hôpital Mère-Enfant de la province du Shanxi à Nîmes, en février 2019, et d'organiser conjointement à Taiyuan, en septembre 2019, un congrès scientifique international sino-français consacré à l'innovation médicale, la recherche et l'éthique.



CHU DE NÎMES

**Partenariat avec l'hôpital
Mère-Enfant de Taiyuan (Chine)**

Cette mission à Taiyuan a permis aussi de préciser les objectifs de coopération et le contenu de la future convention-cadre :

- **promouvoir dans le Shanxi une approche globale de la prévention, du diagnostic et du traitement** (chirurgical ou non) des troubles et pathologies du plancher pelvien et offrir aux patientes de l'hôpital Mère-Enfant du Shanxi une offre complète et de référence en la matière (prolapsus, pathologies urinaires et/ou anales, douleurs pelviennes chroniques, troubles de la sexualité...);
- **accompagner les équipes de néonatalogie** de l'hôpital Mère-Enfant du Shanxi dans la mise en place d'actions portant, non exclusivement, sur la maîtrise des antibiotiques, la gestion des infections nosocomiales,

l'utilisation des traitements antalgiques et les soins de développement en réanimation néonatale;

- **développer des programmes de formation** à destination des professionnels de santé de l'hôpital Mère-Enfant du Shanxi et des sessions d'échanges académiques avec les experts du CHU de Nîmes, afin d'actualiser régulièrement les connaissances et d'initier une activité de recherche.

Durant la pandémie liée au Covid, les équipes ont pu poursuivre leurs échanges, notamment à travers l'organisation de deux webinaires en janvier 2022 et juin 2022, sous l'égide de l'ambassade, consacrés respectivement au traitement chirurgical du prolapsus des organes pelviens et au bon usage des traitements antalgiques, à la prévention des infections nosocomiales et aux soins de développement en néonatalogie.

**Un premier pas vers des projets
de recherche communs**

Le 15 décembre 2022, les deux établissements ont officialisé leur partenariat par la signature d'une convention de coopération hospitalière internationale, au moment où une nouvelle étape venait d'être franchie avec l'accueil d'une doctorante de Taiyuan au sein du service de gynécologie-obstétrique du CHU de Nîmes. Sa venue a été rendue possible grâce à une bourse financée par l'ambassade de France en Chine, dans l'objectif d'engager des projets de recherche communs entre le CHU de Nîmes et l'hôpital Mère-Enfant du Shanxi.

« La coopération sino-française s'ouvre aujourd'hui à d'autres champs, en particulier la recherche et les évolutions numériques. Aussi, nous souhaitons également initier ensemble une activité de recherche collaborative, pour développer l'innovation en santé », précise Nicolas Best, directeur général du CHU de Nîmes, en se réjouissant de ce partenariat et en remerciant les équipes à la manœuvre. ●



CHR D'ORLÉANS

Coopération avec la Mongolie

Depuis 2009, le CHU d'Orléans est engagé dans une coopération avec l'hôpital universitaire de traumatologie d'Oulan-Bator, en Mongolie, dans les domaines de la kinésithérapie, la radiologie, la bactériologie et la neurochirurgie*.



Nous effectuons chaque année une mission de quinze jours en Mongolie et accueillons nos collègues mongols à Orléans pour la même durée.

Cette coopération, financée par la DGOS et le conseil régional de la région Centre, a le soutien des directions respectives des ambassades de France et de Mongolie, de la DGOS et du conseil régional.

Depuis 2022, nous sommes également consultants pour les vétérans à l'hôpital national mongol des armées.

Par ailleurs, un autre établissement public, l'hôpital numéro 2, nous a demandé de former un neurochirurgien à la chirurgie des tumeurs cérébrales. L'ambassade de France en Mongolie financera la formation orléanaise de ce chirurgien.

Cette coopération a été distinguée le 1^{er} février 2022 à l'ambassade de Mongolie en France par son excellence Madame Nyamkhuu Ulambayar, en présence de Sébastien Surun, ambassadeur de France en Mongolie, à la demande du président de la République de Mongolie, Ukhnaagiin Khurelsukh. ●

* Référents :

Kinésithérapie: Sabine Reynaud

Radiologie: Dr Jean-François Viala

Bactériologie: Dr Laurent Bret

Neurochirurgie: Dr Bertrand Muckensturm

CHU DE RENNES **S'engager avec l'hôpital Redemption (Libéria)**

La coopération entre le CHU de Rennes et l'hôpital Redemption au Libéria, qui a débuté en 2007 avec la mise en place d'un programme sur la prise en soins des personnes vivant avec le VIH, n'a eu de cesse de se renforcer autour de différents enjeux, au premier rang desquels la relation patients/soignants est passée dès 2020 au rang d'objectif prioritaire. Si le CHU de Rennes en connaît les bénéfices de par son expérience, la liberté de parole de la population libérienne apparaît comme un terreau fertile à la mise en place de ce partenariat.

Comité mixte usagers/professionnels, patients partenaires, implication des usagers dans la gouvernance..., en quelques années, un long chemin a été parcouru par le CHU de Rennes. À tel point qu'il n'est plus concevable de penser de nouveaux bâtiments, un parcours de soin ou une publication sans impliquer les patients et les usagers. Dans un pays comme le Libéria touché par la précarité et le manque de ressources, un projet sur les organisations et les relations a davantage de chance de s'établir solidement. Mais même avec un coût technologique bas, des efforts doivent être entrepris pour allouer le temps et l'espace nécessaires à l'épanouissement de ce partenariat. Dans le contexte post-épidémique du Libéria (Ebola), la question de l'engagement des usagers dans le système de santé demeure peu abordée et la restauration de la confiance un enjeu crucial. À ce titre, le projet de partenariat patient a été vivement et favorablement accueilli à l'hôpital Redemption.

Reflet de l'objectif même de cette coopération avec l'hôpital Redemption, l'équipe pluridisciplinaire en charge du projet est composée pour sa partie française d'une patiente partenaire, de médecins, d'une directrice d'hôpi-

tal, de spécialistes des sciences sociales et de la communication et, pour sa partie libérienne, d'une coordinatrice de projet, d'un directeur des soins et d'un consultant hospitalier. Le Dr Jean-Marc Chapplain, infectiologue, et Nathalie Giovannacci, directrice de la qualité et des relations avec les usagers, sont ainsi partis à plusieurs reprises au Libéria entre octobre 2021 et janvier 2023.

« We are all patients » : une expérience pionnière remarquée

Depuis 2021, de nombreux projets ont pu voir le jour : groupes de travail mixtes (usagers, représentants communautaires, professionnels de santé), ateliers de mise en situation ou organisation de la conférence « We are all patients » à Monrovia. À cette occasion, la ministre de la Santé libérienne a exprimé sa volonté d'étendre l'approche partenariale à d'autres structures sanitaires du pays. Si l'effort d'acculturation des soignants comme des patients à ces principes prendra du temps, tous s'accordent sur ce point : « Une fois le partenariat engagé et ses bénéfices observés, il devient impossible de faire marche arrière. » ●



CHU DE LA RÉUNION

Rencontres de médecine d'urgence

Une action de formation durable à large impact

Les Journées francophones de médecine d'urgence de l'océan Indien, à Madagascar, rassemblent tous les ans plus de 250 médecins malgaches. Un événement incontournable pour leur formation continue.

Depuis plus de dix ans, les Journées francophones de médecine d'urgence de l'océan Indien sont organisées par le Samu 974, en partenariat avec l'Association des médecins urgentistes de Madagascar, et ce grâce aux financements de l'Union européenne, de la région Réunion et de l'ambassade de France à Madagascar. Un événement qui repose sur une volonté institutionnelle forte du CHU de La Réunion.

Des représentants de toutes les îles de la commission de l'océan Indien (Comores, Maurice, Seychelles, Madagascar, Réunion) y sont également conviés. Des liens internationaux peuvent ainsi se créer entre des soignants partageant les mêmes intérêts scientifiques.

Le programme, élaboré sous l'autorité scientifique de la Société française de médecine d'urgence, présente des thématiques actualisées selon les dernières recommandations internationales. Des spécialistes du CHU de La Réunion, de la France hexagonale et du CHU d'Antananarivo y interviennent.

Intimement lié au diplôme universitaire de médecine de catastrophe de Madagascar, organisé par le Samu 974, ce congrès offre un temps de parole aux jeunes diplômés afin qu'ils puissent y présenter leurs travaux de mémoire. Cette expérience oratoire face à un public averti est très formatrice et offre une vision des questions prioritaires de recherche en médecine d'urgence à Madagascar.

Sur le même format, le CHU de La Réunion organise tous les ans des Journées francophones de réanimation de l'océan Indien à Madagascar ainsi qu'un congrès de recherche en santé à La Réunion. Ces événements réunissent des experts internationaux sur des thématiques de recherche propre à la zone océan Indien et combrent ainsi, en partie, l'isolement scientifique de ses médecins. Ces différents congrès portés et construits par les professionnels du CHU de La Réunion sont le reflet d'une coopération hospitalo-universitaire d'excellence.

Du fait de sa localisation dans le bassin indopacifique, le CHU de La Réunion est le seul CHU français localisé dans l'hémisphère sud. À ce titre, il entend jouer pleinement son rôle de poste avancé de l'excellence française dans la zone. Aussi, dès sa création en 2012, le CHU de La Réunion a inscrit la coopération hospitalière internationale au niveau de ses missions fondamentales au même titre que le soin, l'enseignement et la recherche.

Pionnier dans le domaine et fort de multiples expériences de coopérations durables, le CHU de la Réunion a été invité à participer à l'organisation d'un atelier sur l'éthique en coopération internationale, lors des prochaines Geneva Health Forum en 2024. ●

CHU
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE
LA RÉUNION

Madagascar · Réunion · Seychelles
Maurice · Mayotte · Comores

LE CHU DE LA RÉUNION ORGANISE

Sous l'égide de la Société Française de Médecine d'Urgence et la Société Française de Médecine de Catastrophe, organisées par l'Association des Médecins Urgentistes de Madagascar et le SAMU de La Réunion

1^{er} & 2^e JUIN 2023

XI^{èmes} JOURNÉES FRANCOPHONES DE MÉDECINE D'URGENCE DE L'OCÉAN INDIEN

ANTANANARIVO
Motel d'Antananarivo
Route d'Arivonimamo
RNI, Anosy

RENSEIGNEMENTS INSCRIPTIONS

SAMU de La Réunion :
sec.samu974@chu-reunion.fr
AMUM :
madamum.mu@gmail.com

Cette Manifestation est organisée avec le financement de l'Union Européenne, l'Etat et la Région Réunion

Logos des partenaires : Union Européenne, Région Réunion, SAMU 974, AMUM, CHU de La Réunion, CHU d'Antananarivo, CHU de Mayotte, CHU de Madagascar, CHU de Maurice, CHU de Seychelles, CHU de Comores, CHU de Mayotte, CHU de Madagascar, CHU de Maurice, CHU de Seychelles, CHU de Comores.

CHU DE ROUEN

Filières de chirurgie gynécologique et d'obstétrique au Vietnam

Aide à la gestion et à l'organisation

Depuis près de dix ans, le CHU de Rouen et l'hôpital vietnamien d'Hai Phong ont développé une coopération centrée sur la gynécologie-obstétrique et une aide à la formation des professionnels aux techniques modernes de chirurgie et de diagnostic anténatal.

L'hôpital Phu San est l'établissement de référence de la région de Hai Phong et la seule maternité publique de la ville. Son activité et sa capacité d'accueil s'élèvent à 500 lits dédiés à la gynécologie, l'obstétrique et la néonatalogie; entre 15 000 et 18 000 patientes y accouchent chaque année.

Pratiquement tous les ans et depuis 2012, une équipe rouennaise se rend à Hai Phong tandis que des médecins et praticiens vietnamiens sont accueillis à Rouen. Depuis 2016, cette coopération s'est étendue à l'école de sages-femmes de Rouen et à la faculté de médecine de Hai Phong pour permettre l'accueil d'étudiants en maïeutique de Rouen en salles d'accouchement de l'hôpital Phu San.

Le dernier projet porté par le CHU de Rouen, dans le cadre d'un appel à projets de coopération hospitalière internationale pour les années 2023-2024, comporte trois actions portées par le Dr Alain Diguët et Fabienne Darcet :

- la poursuite de l'aide à la gestion, notamment l'organisation des urgences obstétricales et l'amélioration de la prise en charge des patientes;
- la formation au diagnostic prénatal et aux techniques de prélèvements ovulaires;
- l'aide à la structuration des parcours de soins dans la filière de chirurgie gynécologique ambulatoire et, dans un premier temps, dans le domaine de l'incontinence urinaire (*post-partum* et autre).

Ce projet évolue en fonction des besoins exprimés par les partenaires vietnamiens. Il s'inscrit pleinement dans les précédents échanges entre les deux établissements,

avec un appui à l'élaboration des schémas de la prise en charge des flux et de la permanence de l'organisation des soins, et une aide à la mise en place de techniques modernes en diagnostic prénatal et chirurgie. Le partenariat comporte aussi des aspects importants de formation avec des enseignements en français au CHU Viet Tiep et à l'hôpital Phu San ainsi qu'à la faculté de médecine de Hai Phong. ●



CHU DE SAINT-ÉTIENNE

Chirurgie maxillo-faciale et orthopédique en humanitaire

Le Dr Julie Chauvel-Picard, chirurgienne maxillo-faciale au CHU de Saint-Étienne, effectue des missions humanitaires depuis 2018 avec Les Enfants du noma, association spécialisée dans la programmation de missions chirurgicales maxillo-faciale et orthopédique dans différents pays (Madagascar, Laos, Cameroun, Guinée).

De nombreux membres du bureau sont stéphanois, raison pour laquelle cette association est dans tous les esprits du CHU de Saint-Étienne.

J'ai fait ma première mission en 2018 à Madagascar et vais bientôt partir pour la quatrième fois au Cameroun.

L'association recrute sur la base du volontariat. Chaque mission est organisée avec deux chirurgiens, deux anesthésistes, deux infirmières de bloc, une ou deux infirmières anesthésiques, parfois un interne d'anesthésie et/ou de chirurgie.

Les missions durent quinze jours. L'équipe part avec tout le matériel. Les soins sont délivrés gratuitement à tous les patients.

Nos missions de chirurgie maxillo-faciale consistent à opérer tous les enfants atteints de fentes labio-palatines, de malformations congénitales autres, de séquelles de brûlures, ainsi que les adultes présentant des tumeurs du massif facial. En résumé, toute la chirurgie du visage et du cou.

La mission est aussi l'occasion de renforcer les compétences des équipes sur place par la réalisation d'enseignements et des interventions en commun.

Quinze journées très intenses, parfois déstabilisantes mais toujours très enrichissantes!

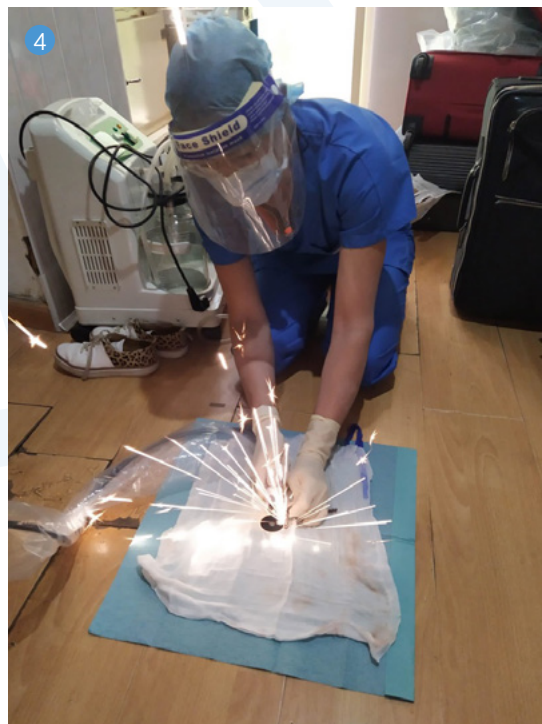
- 1 Notre arrivée à Madagascar en octobre 2022: 18 valises au total, sans compter les sacs à dos!
- 2 Résultat avant/après d'une femme de plus de 40 ans, atteinte d'une fente labio-palatine droite qui n'avait jamais pu bénéficier d'une chirurgie (en France, on opère les bébés entre trois et six mois). Elle a fait plus de 8 heures de trajet, à pied et en bus, pour venir nous voir.
- 3 Un vrai travail d'équipe dans la bonne humeur! Toute l'équipe travaille dans le même objectif: opérer et aider le maximum de personnes. Nous donnons toute notre énergie et notre motivation pour avancer, opérer, soulager et aider les patients.



CHU DE SAINT-ÉTIENNE

**Chirurgie maxillo-faciale
et orthopédique en humanitaire**

- 4 Nous n'avons pas forcément le matériel adéquat, alors on s'adapte ! Ici, il a fallu couper une plaque pour une reconstruction mandibulaire. Si nous avons habituellement des pinces coupantes spéciales, il a fallu sortir un moteur avec une petite scie circulaire (en restant le plus stérile possible!).
- 5 Nous prenons le temps d'intégrer les équipes médicales et paramédicales locales pour leur apprendre la chirurgie ou l'instrumentation. Ici, une infirmière malgache m'accompagne et m'assiste.
- 6 Nous faisons régulièrement de l'enseignement pour les équipes médicales et paramédicales.
- 7 Résultat avant/après d'une petite Laotienne de 7 ans souffrant d'une macroglossie sur une anomalie vasculaire. ●



CHU DE TOULOUSE

Onco-fertilité, sexualité et réhabilitation après un cancer

Une plateforme collaborative avec les territoires des Caraïbes

Pour faire face à la complexité des parcours sanitaires dans les territoires des Caraïbes, et lutter contre les inégalités d'accès aux soins, la mutualisation des ressources humaines et matérielles ainsi que la promotion de la coopération constituent la réponse la plus appropriée. Le CHU de Toulouse s'est ainsi lancé dans la création d'une plateforme numérique collaborative en faveur de la préservation de la fertilité et de la réhabilitation sexuelle pour les patients atteints de cancer.

Pour le CHU de Toulouse, l'objectif de cette plateforme numérique collaborative France métropolitaine-Martinique-Cuba est de renforcer les liens professionnels et les compétences en onco-fertilité, sexualité et réhabilitation. L'enjeu : diminuer les inégalités d'accès aux soins en santé reproductive et sexuelle des patients atteints de cancers dans les Caraïbes. Cet outil permettra aux professionnels de partager leur expertise et d'acquérir des connaissances, du savoir-faire et des compétences dans le domaine de la préservation de la fertilité et de la réhabilitation sexuelle après un cancer.

À cette fin, le CHU de Toulouse s'est engagé à mettre à disposition sa connaissance et son expérience en la matière au profit des recherches et projets communs portés par la plateforme collaborative. Le Pr Eric Huyghe, de l'unité d'andrologie médico-chirurgicale et de sexologie, et le Pr Louis Bujan, du pôle femme-mère-couple, sont les référents pour le CHU de Toulouse et pour le groupe de recherche de l'université Toulouse III-Paul-Sabatier.

Cette collaboration va se matérialiser par la mise en place de programmes de formations théoriques en e-learning avec la mise à disposition de ressources

pédagogiques des diplômes universitaires de sexologie et d'aide médicale à la procréation (AMP), ainsi que de formations pratiques avec l'accueil au CHU de Toulouse de référents cubains en stage d'observation en fertilité et en sexualité.

Le centre d'étude et de conservation des ovocytes et des spermatozoïdes humains (Cecos) Midi-Pyrénées, groupe d'activité de médecine de la reproduction au sein duquel sont pratiquées toutes les activités de préservation de la fertilité, pourra être le laboratoire d'accueil pour les formations pratiques. Le groupe de recherche Fertilité humaine (EA 3694) de l'université Toulouse III-Paul-Sabatier, dirigé par le Pr Louis Bujan, soutiendra également ce projet d'enseignement et de formation.

Programme 2023

Le CHU de Toulouse part en mission à Cuba au mois de mai 2023 pour rencontrer l'ambassade de France et échanger avec le ministère de la Santé publique de Cuba ainsi qu'avec les équipes hospitalières cubaines identifiées par le Pr Rodriguez, directeur de l'hôpital Corro à La Havane. Les professionnels de santé du CHU prendront également part au congrès national de gynécologie cubain, en animant notamment une table ronde.

Le CHU de Toulouse accueillera ensuite trois cliniciens et un biologiste cubains, qui seront accompagnés d'un responsable du ministère de la Santé cubain.

Si cette expérimentation à Cuba, soutenue par l'Organisation mondiale de la santé et la DGOS, est une réussite, le dispositif sera déployé sur d'autres archipels des caraïbes. ●



CHRU DE TOURS

La formation, un enjeu majeur pour l'hôpital Idrissa-Pouyé (Sénégal)

Le CHRU de Tours entretient depuis 2018 un accord de jumelage interhospitalier avec l'hôpital général Idrissa-Pouyé (HOGIP) de Dakar.

Créé en 1989, l'HOGIP, situé dans une commune de Dakar touchée par une relative précarité, est devenu un hôpital de référence de niveau 3 (le plus haut niveau de la pyramide sanitaire du pays), doté de plateaux techniques complets et proposant une variété de spécialités. Afin de maintenir une offre de soins diversifiée et de qualité, la formation est un enjeu majeur pour l'HOGIP : augmenter la technicité des personnels, sécuriser les soins, diversifier la prise en charge du patient, accompagner la mise à disposition de matériels de plus en plus performants, accompagner le changement.

Dans cette perspective, la convention de jumelage organise des échanges entre les deux établissements : le CHRU de Tours accueille des personnels sénégalais – soignants, techniciens, administratifs – pour leur proposer des actions de formation, définies conjointement chaque année sur la base des besoins exprimés par l'HOGIP. Cette convention prévoit également que des personnels du CHRU de Tours se déplacent à l'HOGIP pour comprendre les contraintes de terrain et accompagner l'établissement et ses équipes dans les domaines d'intérêt pour l'HOGIP.

La coopération entre le CHRU de Tours et l'HOGIP a été favorisée par l'engagement de longue date de l'association Horizons Sahel qui accompagne depuis vingt ans le

développement des structures sanitaires sénégalaises par l'envoi de matériel biomédical. Grâce à leur appui, et avec le soutien financier de la DGOS, le partenariat s'est initialement construit autour de la cardiologie interventionnelle. Ainsi, en 2019, l'équipe de cardiologie du CHRU de Tours a accueilli trois infirmiers de l'HOGIP venus parfaire leur formation avant l'ouverture dans leur hôpital d'une salle de coronarographie identique à celle du CHRU. Après une interruption des échanges pendant la crise Covid, les étapes suivantes ont été marquées par la formation *in situ* des équipes de cardiologie interventionnelle de l'HOGIP au travers d'une mission de l'équipe cardiologique du CHRU (cardiologue interventionnel, IDE et manipulateur radio) partie à l'HOGIP en 2022 pour traiter des patients ayant des lésions coronariennes très complexes, tout en entraînant les équipes locales à de nouvelles techniques. Cette première mission a été rendue possible par la mise à disposition des dispositifs médicaux nécessaires aux interventions (cathéters guides, stents, ballons...), obtenus auprès des fournisseurs industriels et acheminés sur place en amont de la mission grâce à Horizons Sahel. Une nouvelle mission de l'équipe de cardiologie interventionnelle est prévue pour le printemps 2023 afin de prendre en charge de nouveaux patients et de parfaire les compétences de l'équipe de l'HOGIP.

Au-delà de la cardiologie interventionnelle, le partenariat s'est d'ores et déjà concrétisé par une mission sur place ainsi que par l'accueil de nombreux personnels sénégalais pour des stages d'observation dans les domaines suivants : organisation des services de soin, neurochirurgie, néonatalogie. D'autres sont prévus pour 2023 et couvriront des domaines comme la rythmologie interventionnelle, l'informatisation du dossier patient en anesthésie-réanimation, la maintenance des équipements biomédicaux, la politique qualité des laboratoires ou encore la gestion financière. Le choix des actions par année repose sur une concertation étroite entre les partenaires des deux établissements. Leur mise en œuvre concrète dépend des disponibilités mutuelles des équipes, analysées au cas par cas par les responsables locaux (chefs de service et encadrement). ●





CHU FRANCE
DIRECTEURS GÉNÉRAUX

DOSSIER INTERNATIONAL
DE LA CONFÉRENCE
DES DIRECTEURS GÉNÉRAUX DE CHU
Avril 2023

RÉDACTION
VÉRONIQUE **ANATOLE-TOUZET**
Directrice de la publication

AUDREY MAGE
Relations presse
a.mage@heral-pub.fr

www.dg-chru.fr

